

Cellules d'aide à l'orientation et à l'insertion professionnelle dans l'enseignement supérieur agro-pastoral tchadien

Entretien avec [Nom du chef de département], Chef du département des sciences agro-pastorales – Établissement partenaire du projet APES-Tchad

1 Chapeau introductif

Dans le cadre du projet **APES-Tchad**, financé par le Fonds Équipe France et piloté par l'enseignement supérieur tchadien en collaboration avec l'ambassade de France, une réflexion est menée pour professionnaliser l'insertion des diplômés en agriculture et élevage. Cet entretien avec **[Nom du chef de département]**, chef du département des sciences agro-pastorales d'un établissement partenaire, explore les défis concrets de l'orientation, de l'accompagnement des étudiants et des dispositifs d'insertion professionnelle. Son parcours, marqué par une formation pluridisciplinaire en agronomie, éducation et orientation, ainsi que son expérience terrain, éclaire les pistes pour renforcer l'adéquation entre la formation universitaire et les besoins du secteur rural.

2 1. Portrait du chef de département : un parcours au service de l'agro-pastoralisme

[Nom du chef de département] incarne la double compétence académique et opérationnelle, indispensable pour animer un département dédié aux sciences agro-pastorales. Son parcours illustre une trajectoire marquée par l'engagement en faveur d'une formation ancrée dans les réalités locales.

Un cursus façonné par l'expertise et l'innovation

Formé initialement au **Centre d'études et de formation en agriculture (CEFA) de Parakou (Bénin)**, sous la direction de M. Lèvres Bongo Antipas, actuel recteur académique de Pala, il a ensuite poursuivi ses études au **Mali**, où il s'est spécialisé en agronomie. Cette formation initiale, couplée à une **licence en philosophie** et un **master en éducation à l'Université catholique de Yaoundé**, a posé les bases d'une approche pédagogique intégrant à la fois la réflexion critique et les compétences techniques. Son parcours s'est achevé par une **formation spécialisée en orientation professionnelle au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) en France**, lui conférant une expertise unique en conseil d'orientation, bilan de compétences et insertion.

Cette polyvalence se traduit aujourd'hui par la création de **l'association Acocite** (Action, Conseil, Orientation, Insertion professionnelle), dont l'objectif est de briser l'isolement des étudiants et de les accompagner vers l'autonomie. « Nous devons transformer le savoir académique en produits locaux qui impactent la vie de la communauté », souligne-t-il, soulignant l'importance de lier l'université aux besoins concrets du terrain.

Un quotidien rythmé par l'accompagnement des étudiants

Chaque journée du chef de département débute à **7 heures** par l'accueil des étudiants ou la supervision des surveillants, avant de dispenser des cours ou de gérer les dossiers administratifs. L'après-midi est consacré aux échanges avec les étudiants et les responsables pédagogiques, dans un rôle où « l'écoute et le conseil d'orientation » occupent une place centrale. « Lorsqu'un étudiant se présente avec un projet professionnel, nous discutons de ses aspirations, qu'il vise l'agronomie, l'élevage ou l'entrepreneuriat », explique-t-il. Pour les étudiants en agro-pastoral, il oriente notamment vers **la sélection végétale** ou **l'agriculture biologique**, deux leviers essentiels pour un secteur rural en mutation.

3 2. État des lieux de l'orientation et de l'insertion : entre vide structurel et initiatives informelles

L'entretien révèle une **absence de dispositifs formalisés** d'orientation et d'insertion professionnelle au sein de l'établissement, malgré des besoins criants et des initiatives ponctuelles.

Des dispositifs inexistants, mais des pistes explorées

« Pour être franc, il n'existe pas de dispositif structuré ni de méthode formalisée pour l'orientation des étudiants », admet [Nom du chef de département].

Pourtant, des acteurs locaux, comme l'**ONG Gouin au Soudan** ou l'ancien centre **Repère**, ont collaboré avec l'établissement pour des stages en culture maraîchère ou en transformation des produits agricoles. « Ces partenariats ne sont pas formalisés, mais ils permettent aux étudiants de se familiariser avec le terrain », précise-t-il. Cependant, la **durée insuffisante des stages** (un mois et demi en moyenne) pose problème : « Les ONG demandent au moins trois mois pour évaluer un étudiant. Or, pendant la saison des pluies, les étudiants ne sont pas disponibles, car l'exploitation agricole ferme ».

Pour pallier ces lacunes, le département mise sur l'**accompagnement individuel** et l'**autoformation**. « Les étudiants rédigeront des mini-projets qu'ils soumettront à leurs enseignants et aux ONG pour gagner en autonomie », explique-t-il. Une approche qui, bien que limitée, offre une première réponse aux attentes des apprenants.

Les ressources manquantes : humains, financiers et matériels

Pour mettre en place une **cellule d'aide à l'orientation**, le chef de département identifie trois besoins prioritaires :

1. **Des ressources humaines supplémentaires**, notamment en **chimie, mathématiques et sciences de l'environnement**, où les effectifs sont insuffisants.

2. **Un appui logistique**, avec des **véhicules** pour organiser des sorties pédagogiques vers des sites comme Béchet ou Ndjamena, et ainsi « emmener les étudiants dans des laboratoires ou des champs d'expérimentation ».

3. **Un matériel adapté**, en particulier pour les **travaux pratiques** et les analyses en laboratoire. « Nous n'avons pas de spectrophotomètre ni d'équipements de base pour identifier des maladies végétales ou des parasites comme les nématodes », déplore-t-il. Sans ces outils, les étudiants peinent à acquérir les **gestes professionnels** essentiels, comme l'analyse d'échantillons ou la détection de pathologies.

4 3. L'accompagnement des étudiants : entre théorie et pratique

L'entretien met en lumière un **décalage entre la formation théorique et les exigences du terrain**, ainsi qu'un **besoin criant de stages précoces et de projets concrets**.

Des stages trop courts et mal calibrés

Les stages, bien que valorisés, souffrent de **durées inadaptées** et d'un **manque de coordination avec les partenaires**. « Les ONG estiment qu'un mois et demi est insuffisant pour évaluer un étudiant. Elles demandent au moins trois mois », souligne [Nom du chef de département]. Par ailleurs, la **fermeture de l'exploitation agricole pendant la saison des pluies** prive les étudiants d'opportunités d'apprentissage cruciales, comme l'observation des animaux ou la gestion des cultures en période humide.

Pour remédier à cela, il propose de **réorganiser les calendriers académiques** afin que les étudiants puissent effectuer des stages pendant les vacances, « lorsque les conditions sont idéales pour des observations pratiques ». Une piste qui, si elle était adoptée, permettrait de **maximiser l'impact des stages** et de **renforcer l'attachement des étudiants au secteur rural**.

Vers une pédagogie par projets : l'exemple des cultures maraîchères

Pour briser la barrière entre théorie et pratique, le département envisage de **créer une association étudiante dédiée à l'agriculture** et à l'élevage. L'idée ? Permettre aux étudiants de **cultiver des légumes, produire du fourrage ou initier**

des projets apicoles, en s'appuyant sur un **plan d'affaires déjà existant** dans le cadre des cours d'entrepreneuriat. « Les étudiants produiraient et vendraient les récoltes, créant ainsi une chaîne de valeur locale », explique-t-il. « Cela leur donnerait une autonomie financière et réduirait leur dépendance vis-à-vis de leur famille ».

Cette initiative, qui s'apparente à un **incubateur interne**, pourrait être étendue à d'autres domaines, comme **l'apiculture** ou la **transformation des produits agricoles**. « Pourquoi ne pas initier les étudiants en petits groupes selon leurs centres d'intérêt ? Certains pourraient se spécialiser dans la laitue, d'autres dans les légumineuses », suggère-t-il. Un projet qui, s'il était financé, pourrait démarrer dès l'année suivante.

5

4. Le suivi des anciens étudiants : un maillon faible à renforcer

Si le département tente de **capitaliser sur ses meilleurs éléments**, le suivi des anciens étudiants reste **peu structuré**, faute de mécanismes formalisés.

Des initiatives ponctuelles, mais pas de système pérenne

« Lorsque les étudiants partent, ils partent », résume **[Nom du chef de département]**. L'année dernière, une tentative de **recensement des anciens** via les délégués étudiants a échoué. « Cette année, nous cherchons à identifier les meilleurs étudiants pour les contacter et leur proposer de revenir dispenser des cours ou aider à la recherche », explique-t-il. Une démarche qui, bien que louable, reste **informelle et dépendante de la bonne volonté des individus**.

Pour systématiser ce suivi, il suggère de **créer une base de données** des anciens étudiants, en collaboration avec les associations comme Acocite, et de **les impliquer dans des projets de mentorat** ou de **retour d'expérience**. « Si certains reviennent pour enseigner ou encadrer, cela renforcerait à la fois leur employabilité et la qualité de la formation », estime-t-il.

6 5. Préparation aux exigences du secteur professionnel : former pour le rural

L'objectif premier du département est clair : **former des professionnels capables de répondre aux besoins du monde rural**, et non de les pousser vers les villes.

Une formation ancrée dans les réalités du terrain

« On ne peut pas préparer les étudiants pour qu'ils aillent chercher du travail en ville », affirme **[Nom du chef de département]**. « Notre mission est de les aider à améliorer les conditions de vie des paysans ». Pour y parvenir, les stages et les projets pratiques sont essentiels. « Certains étudiants effectuent des stages d'expertise ou sont recrutés par des ONG, mais la majorité doit être opérationnelle sur le terrain », précise-t-il.

Pour renforcer cet ancrage, il propose de :

- **Organiser des activités en partenariat avec des coopératives agricoles**, où les étudiants volontaires pourraient travailler aux côtés des paysans pendant la saison des travaux, avec une **subvention pour couvrir leurs besoins**.
- **Développer des modules spécifiques** sur la gestion des groupements ou la commercialisation des produits, afin de préparer les diplômés à des rôles de **conseil ou de coordination**.

7 6. Entrepreneuriat et insertion : des pistes pour l'avenir

L'entretien révèle un **potentiel entrepreneurial inexploité**, notamment dans les filières agro-pastorales, où l'innovation peut créer des emplois locaux.

L'agriculture comme levier d'insertion

« L'agriculture ne se pratique pas en ville », rappelle **[Nom du chef de département]**, soulignant que les bureaux ne se trouvent pas dans les centres urbains. Pour dynamiser l'insertion, il suggère de :

- **Encourager la création de petites unités de production** (maraîchage,

apiculture, transformation) au sein de l'université, avec un **système de vente directe** aux communautés locales.

- **Former les étudiants à l'entrepreneuriat** en les associant à des **projets concrets**, comme la production de fourrage ou de semences de qualité, deux besoins majeurs du secteur.

- **Favoriser les retours d'expérience** via des rencontres avec d'anciens étudiants devenus entrepreneurs, pour inspirer les plus jeunes.

« Nous devons réfléchir à des mécanismes pour que les étudiants restent actifs pendant les vacances et développent des compétences utiles », insiste-t-il. Une approche qui, combinée à un **soutien logistique et financier**, pourrait transformer l'université en un **pôle de développement rural**.

8 7. Recommandations et perspectives : vers une professionnalisation durable

L'entretien avec [Nom du chef de département] offre une **vision pragmatique** des défis et des opportunités pour professionnaliser l'enseignement supérieur agro-pastoral au Tchad. Voici les **recommandations clés** issues de ses propos :

Renforcer les dispositifs d'orientation et d'insertion

- **Créer une cellule dédiée** à l'orientation, dotée de **ressources humaines et financières**, pour accompagner les étudiants dans leurs choix de carrière et leur insertion.
- **Formaliser les partenariats** avec les ONG et les coopératives, en négociant des **durées de stage adaptées** (minimum trois mois) et en intégrant des **évaluations régulières**.
- **Développer un système de mentorat** en s'appuyant sur les anciens étudiants, via une **base de données centralisée** et des **rencontres annuelles**.

Améliorer l'accompagnement pédagogique

- **Réorganiser le calendrier académique** pour permettre des **stages pendant les vacances**, notamment pendant la saison des pluies, où les conditions sont optimales pour l'apprentissage.
- **Équiper les laboratoires** en matériel de base (spectrophotomètres, outils d'analyse) et **former les enseignants aux gestes professionnels** (prélèvements, diagnostics).
- **Intégrer davantage de pratique** dans les cursus, en développant des **projets concrets** (cultures maraîchères, production de fourrage) et en associant les étudiants à des **unités de production internes**.

Soutenir l'entrepreneuriat étudiant

- **Lancer un incubateur interne** pour encourager les projets agricoles (maraîchage, apiculture, transformation), avec un **soutien logistique et financier**.
- **Créer un fonds de démarrage** pour aider les étudiants à lancer leurs initiatives, en collaboration avec les partenaires locaux.
- **Organiser des marchés internes** pour vendre les productions étudiantes, générant ainsi des **revenus réinvestissables** dans la formation.

Capitaliser sur les retours du terrain

- **Étudier les besoins des coopératives et des ONG** pour adapter les formations et les stages aux réalités du marché.
 - **Évaluer l'impact des dispositifs existants** (comme Acocite) et les étendre à d'autres établissements partenaires.
 - **Documenter les bonnes pratiques** pour inspirer d'autres départements et **partager les résultats** avec les décideurs du projet APES-Tchad.
-

L'entretien avec [Nom du chef de département] révèle un **potentiel immense**, mais aussi des **défis structurels** qui freinent la professionnalisation de l'enseignement supérieur agro-pastoral au Tchad. Son expérience montre que **l'innovation pédagogique, l'accompagnement individualisé et les partenariats locaux** sont des leviers essentiels pour préparer les étudiants à un secteur rural en mutation.

Les pistes proposées – **création de cellules d'orientation, développement de projets concrets, renforcement des stages et soutien à l'entrepreneuriat** – dessinent une **vision réaliste et ambitieuse** pour l'avenir. « L'université doit s'ouvrir à la société et transformer son savoir en actions concrètes », rappelle-t-il. En suivant ces recommandations, le projet APES-Tchad pourrait **faire de l'enseignement supérieur un moteur de développement rural**, tout en offrant aux diplômés des **perspectives professionnelles durables**.

Ces échanges, bien que confidentiels, constituent une **base solide** pour concevoir des **solutions adaptées**, en phase avec les réalités du terrain et les attentes des étudiants. Leur mise en œuvre, si elle est accompagnée par des **ressources suffisantes et une volonté politique**, pourrait **révolutionner l'insertion professionnelle** dans le secteur agro-pastoral tchadien.